



TUJENGE PAMOJA



RAPPORT DU DEBAT RADIOPHONIQUE REALISE PAR SVH LE DIMANCHE 28 AOUT 2016 A LUSENDA EN SYNERGIE AVEC LA RADIO MAENDELEO ET LA MAISON DE LA PRESSE A L'INTENTION DE LA JOURNEE D'ECHANGE AVEC LES MEMBRES DES COMMUNAUTES DES REFUGIES BURUNDAIS ET D'ACCUEIL DE LUSENDA

Août 2016

RAPPORT DE LA JOURNEE D'ECHANGE AVEC LES COMMUNAUTES DES REFUGIES ET D'ACCUEIL DE LUSENDA A TRAVERS LE DEBAT RADIOPHONIQUE.

SOMMAIRE



I. Introduction

II. Déroulement de l'activité

II.1. De l'ouverture de l'activité de l'échange

II.2. Feedback des participants et interventions des panelistes

III. Recommandations et propositions des participants

IV. Clôture

V. Auto-évaluation

I. INTRODCUTION

Dans le cadre de la suite de restitution des résultats de l'étude menée à LUSENDA et ses environs sur «l'état des lieux des relations entre les communautés hôtes et des réfugiés Burundais» du 09 au 31 Mai 2016 par l'organisation Solidarité des Volontaires pour l'Humanité, SVH avec l'appui financier d'EIRENE Grands Lacs, la synergie SVH, Radio Maendeleo (République Démocratique du Congo, RDC), Maison de la presse (Burundi) et EIRENE a organisé en date du 28 Août 2016 une journée d'échange avec les membres des communautés hôtes des villages qui accueillent des réfugiés burundais (Lusenda, Lulinda, Katungulu I et II) qui ont fui les violences post électorales en Juin 2015 dans leur pays, le Burundi, sous le thème: «En direct du village la radio mobile pour la promotion de la cohésion sociale entre les communautés hôtes et les réfugiés burundais du camp de Lusenda». Ce débat radiophonique a couvert la grande partie de la province du Sud-Kivu arrosée par la plus importante radio communautaire de la province : radio Maendeleo.

II. DEROULEMENT DE L'ACTIVITE



Avant d'accorder la parole au chef de poste d'encadrement administratif de Mboko, la commentatrice ou animatrice, Madame Furaha CITERA, journaliste de la radio maendeleo a souhaité la bienvenue à tous les participants et a imploré la bénédiction du Bon Dieu pour que cette activité puisse bien se dérouler. Elle a aussi admiré l'accueil chaleureux que la

population de Fizi en général de Lusenda en particulier a réservé aux équipes venues de Bukavu et du Burundi. Elle a par la suite énoncé que cette activité a été organisée par la synergie SVH, Radio Maendeleo, Maison de la Presse avec l'appui d'EIRENE Grands Lacs qui a été représenté physiquement par son coordinateur régional et Représentant légal Monsieur TAHIROU Sy.

Enfin, la commentatrice a présenté les autorités locales présentes à cette manifestation entre autre le chef de poste d'encadrement administratif de Mboko, représentant de l'administrateur du territoire de Fizi, empêché, le chef de groupement Balala Nord ainsi que la troupe théâtrale «Duniani kuna mambo».

II.1. DE L'OUVERTURE DE L'ACTIVITE DE L'ECHANGE



La commentatrice a introduit le chef de poste d'encadrement administratif de Mboko, Monsieur ABEMBA EMBA Jérôme, d'ouvrir au nom de l'administrateur de Fizi l'activité d'échange. A cet effet, le chef de poste d'encadrement administratif, dans son intervention a gratifié SVH d'être parmi les réalisateurs de cette activité d'échange issue des activités réalisées par le projet

«TUJENGE PAMOJA» appuyé par EIRENE Grands Lacs, dans les communautés de Lusenda, Lulinda et Katungulu I et II qui hébergent un nombre très important des réfugiés burundais; en plus du projet Société Civile Grands Lacs appuyé par DRC (Danish Refugee Council) dans le cadre de plaidoyer auprès des autorités coutumières et politico administratives pour faciliter l'accès des réfugiés burundais et rwandais à la terre pour assurer leur intégration locale.



La commentatrice a présenté en plus les membres du panel à savoir: le chef de groupement Balala Nord, la chargée du service genre, famille et enfant du groupement Balala Nord et modératrice adjointe de la dynamique locale de paix (DLP) de Lusenda, le point focal RFI Monsieur Emmanuel réfugié de son état, Mr Jean PADIRE, chargé de protection de l'enfant et lutte contre les VBG au Bureau

du UNHCR à MBOKO, Monsieur Jacques ASUNGE, chef de projet «TUJENGE PAMOJA» au sein de SVH.

Avant de donner la parole aux membres du panel, la commentatrice a précisé que cet échange va se focaliser sur les éléments de l'étude précédemment citée, menée par SVH en Mai 2016 dans cet axe.

Le premier paneliste, Monsieur Jacques ASUNGE, Chef de projet «TUJENGE PAMOJA» a été invité de donner la synthèse de ladite étude.

Dans son intervention, Monsieur Jacques a présenté les résultats de l'étude et les défis à relever.

Résultats de l'étude:

- Accueil réservé aux réfugiés burundais
- Précarité économique des communautés locales et des réfugiés et stratégies (Agriculture, pêche, petit commerce, principales de survie)
- Limites de l'assistance humanitaire
- Crise sociale et stigmatisation
- Protection et sécurité
- Développement des perceptions des communautés locales et des réfugiés
- Concurrence face aux ressources disponibles
- Compétition dans l'accès aux services sociaux de base et la méconnaissance quasi-totale de l'approche à base communautaire du HCR
- Potentialités de vivre ensemble

Les défis à relever:

- Accès facile et équitable aux ressources et aux services sociaux de base
- Réduction des cas des stéréotypes identitaires (sous-estimation de la femme et jeune fille burundaise)
- Amélioration des conditions de vie des deux communautés
- Réduction des cas des Violences Basées sur le Genre (VBG)
- Prévention des cas de violation des droits humains (Dignité humaine) (Réduction des cas de marginalisation des femmes et jeunes)
- Amélioration de la connaissance et communication de l'approche à base communautaire du HCR
- Amélioration de la coordination des acteurs

Au finish, Jacques a jeté la balle aux participants pendant les échanges pour proposer les actions à mener pour promouvoir la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

Après l'intervention de Jacques, le modérateur, Monsieur RICKY OMBENI, journaliste de la radio maendeleo, a ouvert l'échange aux participants.

II.2. FEEDBACK DES PARTICIPANTS ET INTERVENTIONS DES PANELISTES



Le premier intervenant, Monsieur MZUNGU Jean, un réfugié a remercié le gouvernement à travers la CNR et le UNHCR de les avoir installés dans le camp de Lusenda et l'accueil leur réservé par la population locale de Lusenda. Cependant; il a relevé les problèmes qui persistent encore dans leur vie quotidienne comme réfugiés, notamment:

- Faible appui sanitaire
- Tracasserie par les différents services de sécurité: Police, FARDC, ANR...
- Corruption des certains agents humanitaires pour accéder à la ration octroyée par l'UNHCR
- Viol des femmes dans le camp par les éléments de la police nationale
- Non jouissance des enfants nés jusqu'à l'âge d'un an de leurs droits notamment l'assistance humanitaire des vivres



Un habitant, Monsieur BALANGE BYAENE a précisé que les habitants de LUSENDA ont réservé un accueil chaleureux aux réfugiés burundais, d'une part. D'autre part, ils ont cédé leurs champs pour l'installation du camp moyennant certains avantages promis par l'UNHCR: la gratuité des soins médicaux et de l'éducation mais pour le moment rien n'a été fait. Il a recommandé au UNHCR d'accorder à la

population d'accueil de LUSENDA les avantages qu'il a promis et que les FARDC et la PNC sécurisent toute la population, réfugiés comme résidents et que les réfugiés cessent de cacher dans leurs tentes les gens qui les ont insécurisés dans leur pays d'origine afin qu'ils leur donne l'occasion de venir déstabiliser notre pays. Le deuxième souci qu'il a relevé est l'abatage anarchique des arbres par les réfugiés pour la fabrication des braises et des bois de chauffage et le vol des récoltes des populations d'accueil par les réfugiés en citant l'exemple d'une femme qui a été battue par les réfugiés pour avoir attrapé certaines voleuses des récoltes dans son champ.

Emmanuel, président de club RFI a dénoncé que les réfugiés aussi sont battus par les populations d'accueil quand ils vont chercher des bois morts.

Le modérateur a invité le chef de groupement Balala Nord d'explicitier les mécanismes pour résoudre un tel conflit. A cet effet, le chef de groupement Balala Nord, Mwami SIBATWA a dit

qu'il existe des structures locales comme la dynamique locale de paix (DLP) devant lesquelles sont orientés ce genre des conflits et qui organisent des rencontres pour résoudre d'une manière non violente ces conflits. Il a précisé que la coupe anarchique d'arbres est défendue par la loi congolaise aux populations d'accueil comme aux réfugiés.



Un réfugié, RADJABU a remercié la population de LUSENDA pour leur accueil chaleureux. En outre, il a dit que l'organisation AIRD n'a pas des moyens suffisants pour appuyer les réfugiés car lui aussi attend du UNHCR pour grignoter quelque chose pour appuyer son personnel et le reste les réfugiés. C'est pour cette raison que la quantité des bois, prévues à 15 kg par mois est réduite à 2 kg par mois

par famille et la pension familiale est de 15\$ par personne. Tout cela a comme conséquence le développement d'autres stratégies de survie, entre autre aller chercher du bois ailleurs pour suppléer à la quantité reçue auprès d'AIRD. Il a encore relevé un faible accès des réfugiés à l'emploi car dans le corps enseignant les réfugiés ne sont pas représentés.



Le modérateur s'est retourné vers le représentant de l'UNHCR pour expliciter l'approche à base communautaire de l'UNHCR. A cet effet, Monsieur Jean PADIRE a pris la parole en abordant les points suivants: l'assistance, la sécurité, l'éducation, la promesse de l'UNHCR aux populations de LUSENDA et le développement local.

Avant d'aborder les points ci-dessus, Monsieur Jean PADIRE a commencé par dire que depuis le début de l'installation des réfugiés burundais dans le camp de LUSENDA, ils ont reçu les mêmes plaintes. Il s'est adressé aux réfugiés en leur disant qu'ils doivent savoir que lorsqu'on est réfugié la vie qu'on avait dans son pays d'origine change. Il a précisé que l'objectif de cet échange n'est pas d'accuser qui que ce soit mais d'échanger sur les conflits qui opposent les réfugiés aux communautés hôtes.

- **Quant à l'assistance:** La nourriture insuffisante, les soins insuffisants dépendent de programme. Il a précisé que l'UNHCR et ses partenaires sont limités par la contrainte budgétaire et ce qu'ils donnent dépend à cent pour cent du budget reçu.
- **Pour ce qui concerne la sécurité:** Tout le coin du camp est gardé par la police nationale et les éléments des FARDC
- **Quant à l'éducation:** Les autorités congolaises chargées de l'éducation et l'UNHCR ont décidé de placer les enfants burundais à l'âge scolaire dans des écoles qui existent déjà. Il faudrait saluer cet effort et l'UNHCR ne fait pas des actions isolées entre les

réfugiés et les communautés hôtes. L'approche communautaire de l'UNHCR s'inspire de la politique de l'Etat congolais.

- **Quant aux fameuses promesses:** L'UNHCR n'a pas des terres à distribuer aux réfugiés. Cependant, les réfugiés sont accueillis dans les communautés d'accueil et leur protection est à charge de l'Etat congolais et l'UNHCR ne vient qu'appuyer l'Etat congolais dans la protection des réfugiés conformément à son mandat. En conséquence, l'UNHCR ne peut pas imposer la place où les réfugiés doivent être placés. A cet effet, l'UNHCR négocie avec l'Etat congolais la terre pour placer les camps des réfugiés. En conséquence, les réfugiés burundais sont des réfugiés de l'Etat congolais.
- **Quant au développement local :** c'est normal pour alléger le poids des réfugiés sur les dos des communautés hôtes.

En conclusion, il a souhaité au nom de l'UNHCR que ces deux communautés, réfugiés et résidents qui partagent les mêmes ressources puissent vivre en paix.

Un autre réfugié a relevé qu'il y a des réfugiés qui veulent rentrer au BURUNDI d'eux-mêmes mais ils sont empêchés par les forces de sécurité. D'autres ont des parcelles à LUSENDA et environs mais ils sont forcés de vivre dans le camp. A ce sujet, le représentant de l'UNHCR a précisé que l'Etat congolais est un pays de droit et la plupart des réfugiés arrêtés n'ont pas des cartes d'identité ni une autorisation de circulation qui les autorisent à quitter le camp. Si de tels gens ont des accrochages avec les forces de l'ordre, cela n'engage qu'eux-mêmes. A titre exemplatif, le représentant de l'UNHCR a dit « à ce jour il y a une dizaine des réfugiés qui sont arrêtés dans la prison centrale d'Uvira suite aux motifs évoqués ci-haut ».



SIBOMANA Alexandre, représentant des réfugiés handicapés a lu in extenso la lettre rédigée par les handicapés du camp de Lusenda dans laquelle il a dénoncé le non-respect des droits des personnes handicapées par l'UNHCR et ses partenaires.

En réaction, le représentant de l'UNHCR, Monsieur Jean PADIRE a rassuré de faire arriver la lettre au chef de bureau à MBOKO et il a précisé que la discrimination n'est pas de mise dans l'intervention de l'UNHCR dans le camp de LUSENDA, car il y a plusieurs interventions spécifiques que le HCR et ses partenaires réalisent en faveur des personnes à besoins spécifiques entre autre les handicapés au profit de qui l'on réalise des projets spéciaux et un suivi à domicile.

III. RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS

- **Quelques recommandations sont ressorties de cet échange:**

1. Un habitant de LUSENDA a recommandé ce qui suit aux acteurs humanitaires:
 - De construire un grand hôpital en faveur, tant des communautés hôtes que des réfugiés Burundais
 - D'étendre les écoles au profit de tous les enfants
 - D'appuyer les activités agricoles et d'élevage
2. Une maman réfugiée a aussi recommandé ce qui suit aux acteurs humanitaires:



- D'assurer une distribution des pagnes au lieu et place de cotex aux femmes réfugiées burundaises
- **Quelques propositions à venir :**
 - Club RFI :
 - ✓ Organisation d'un tournoi des matchs de football entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Le responsable de ce club, Monsieur Emmanuel est entrain de négocier avec la CNR (Commission Nationale pour les Réfugiés) pour rendre possible ce tournoi.
 - DLP (Dynamique Locale de Paix)
 - ✓ Organisation d'échanges sur la paix entre les réfugiés et les communautés d'accueil
 - ✓ Poursuite des échanges
 - Chef de groupement Balala Nord
 - ✓ Que les réfugiés demandent la terre aux propriétaires et signent une convention de métayage étant donné que les espaces vides n'existent plus dans le groupement

IV. CLOTURE

Pour clore cette journée d'échange, le modérateur a invité le chef de poste d'encadrement administratif de Mboko de clôturer la journée. Dans son mot, le chef de poste a rappelé aux participants qu'à leur arrivée, les réfugiés ont été accueillis par la population de Lusenda mais non pas par l'UNHCR. En fait, ce dernier a promis de donner aux populations hôtes des ustensiles de cuisine, des nattes et d'autres avantages sociaux. Il a affirmé détenir le document signé par les différentes parties prenantes à cette convention qui n'a pas été bien négociée. Il a demandé enfin à l'UNHCR de délivrer en bonne et due forme des jetons aux réfugiés pendant leur déplacement qui spécifient clairement la durée de leur séjour en dehors du camp.

Débuté à 13 heures 17, la journée d'échanges a pris fin à 16 heures 00 dans un climat de satisfaction de tous les participants car à cette occasion, ils ont eu l'ouverture d'une brèche pour

s'exprimer sur les relations entre les réfugiés et les communautés hôtes. C'était aussi une occasion pour mettre en exergue les activités accomplies par les dynamiques locales de paix accompagnées par SVH dans les actions de paix et de cohésion sociale entre réfugiés et résidents et les contenus de l'étude menée par SVH en Mai 2016.

V. AUTO-EVALUATION

I. Forces et faiblesses

<i>Points forts</i>	<i>Points faibles</i>
Surmontage des craintes des membres de la synergie d'une bonne réalisation de l'activité au regard des sensibilités des thématiques objet des échanges	Non-participation des forces de l'ordre (FARDC et PNC) pourtant utile pour répondre à plusieurs questions
Preuve du professionnalisme du conducteur des débats	Tendance par le conducteur des échanges de s'écarter du sujet et constatation des moments morts (silence)
Implication avérée de SVH dans les préparatifs de l'activité (Mobilisation communautaire dans le village que dans le camp, Présence des autorités locales et du HCR)	Courte participation à l'activité par le coordinateur EIRENE GL
Respect de l'agenda du jour (Timing)	Réticence des membres des communautés hôtes à aborder clairement certaines thématiques
Bonne présentation du rapport sur l'état des lieux des relations entre les communautés hôtes et des réfugiés Burundais menée par SVH en Mai 2016	Faible niveau de communication des acteurs en synergie sur l'élaboration des documents liés à cette activité (Tdrs, Conducteur d'antenne et de débat)
Technique ordonnée et coordonnée adaptée aux sensibilités culturelles locales (Musiques culturelles bembe et Burundaises)	Transfert tardif de fonds par la Maison de la Presse à la Radio Maendeleo
Bonne intervention de la troupe théâtrale «DUNIANI KUNA MAMBO»	Visibilité inéquitable de tous les partenaires membres de la synergie sur le précédent calicot de l'activité
Confection dans un très bref délai du nouveau calicot contenant les logos de tous les membres de la synergie (Visibilité juste et équitable)	
Validation par les participants des conclusions de l'étude ci-haut notée menée par SVH en Mai 2016	

Franchise des membres des deux communautés (Défoulement)	
Participation numérique des réfugiés que les résidents (Effectif)	
Espace libre et équilibré pour les deux communautés et les différents acteurs	
Les deux communautés ont doigté certaines questions tabous (Sécurité, Ressources naturelles càd terre, bois, etc.)	
Réussite pour SVH de réalisation de la 1ère activité en synergie dans le programme ZFD	
Plus de temps donné au public	
Vœux du chef de groupement Balala-Nord d'une nouvelle planification de ce genre d'activités	

II. Processus de capitalisation par SVH des acquis de l'activité

- Réalisation des activités conjointes Résidents et Réfugiés
- Réflexions en cours avec EIRENE sur le volet de résilience communautaire
- Facilitation des contacts entre le Club RFI du camp des réfugiés et le chef de groupement Balala-Nord

Fait à Baraka, le 30 Août 2016.

Le Rapporteur

Théodore MUFANO

Chercheur à SVH